

### Introduction

Le travail est un élément essentiel du développement économique et social. Les emplois constituent également l'une des grandes préoccupations de l'opinion interrogée dans le cadre d'enquêtes et de sondages à travers le monde. Les personnes, les communautés et les pays peuvent, à travers la création d'emplois et l'amélioration des conditions de travail, se libérer eux-mêmes de la pauvreté et améliorer les conditions de vie. Cela n'est toutefois possible que si le travail est décent, productif, fondé sur les droits et s'il garantit des salaires justes. Le travail décent contribue directement à l'éradication de la pauvreté et la réduction des inégalités de revenus.

L'importance du travail décent pour le développement et l'éradication de la pauvreté est déjà reconnue dans les Objectifs du millénaire pour le développement, qui incluent, dans le cadre de l'objectif contre la pauvreté (OMD1b), une cible spécifique sur le plein emploi et l'emploi décent. La cible relative à l'emploi n'a toutefois pas reçu l'attention qu'elle mérite et est loin d'être atteinte, compromettant ainsi les efforts internationaux visant à éradiquer la pauvreté et à garantir le développement humain durable.

Le nouveau programme de développement constitue une occasion de recentrer les efforts internationaux sur la création d'emplois décents. Il convient à cet égard d'établir un objectif spécifique sur le plein emploi et l'emploi décent, accompagné, à l'échelle nationale, de cibles et d'indicateurs en matière d'emploi ainsi que de suggestions de mesures politiques.

### Le défi mondial de l'emploi

Plus de 200 millions de personnes étaient sans emploi en 2012, dont 75 millions de jeunes (OIT, 2012a). Le chômage ne pousse pas uniquement de nombreuses personnes sous le seuil de pauvreté, il aggrave également les inégalités économiques et sociales, compte tenu des différences des taux de chômage entre groupes sociaux. Les femmes et les jeunes sont, quant à eux, particulièrement touchés par la précarité. Plus que jamais, la crise de l'emploi persistante, la crise économique mondiale et un avenir économique incertain, alliés aux inégalités économiques et sociales croissantes et aux bouleversements démographiques, fragilisent les systèmes sociaux, politiques et économiques à l'échelle nationale et mondiale et les exposent aux chocs. La population se trouve confrontée à une instabilité et une insécurité croissantes, entraînant souvent des tensions sociales et politiques.

Même ceux qui ont des emplois souffrent souvent de l'insécurité à travers le sous-emploi ou l'emploi occasionnel et vulnérable. L'économie informelle est également une préoccupation croissante, en particulier dans les pays en développement, où elle représente entre 35% et 90% de l'emploi total et emploie une majorité de femmes (OIT, 2012b). Les travailleurs de l'économie informelle sont souvent privés d'accès aux soins de santé, aux pensions de retraite, au congé maternité et à d'autres transferts sociaux. Les prestations sociales qu'ils touchent sont ainsi considérablement moins élevées que celles des travailleurs de l'économie formelle (Nations Unies, 2007), ce qui les rend plus vulnérables face aux chocs économiques et environnementaux. Près d'un tiers de tous les travailleurs, en majorité des femmes et/ou des travailleurs de l'économie informelle, vivent, avec leurs familles sous le seuil de pauvreté.

### Objectif de développement : plein emploi et emploi décent

Le programme de développement de l'après 2015 devrait inclure un objectif global sur la réalisation du plein emploi et de l'emploi décent. L'objectif devrait s'accompagner d'objectifs nationaux sur la réduction du travail précaire, l'instauration d'un salaire décent, l'investissement dans la promotion des emplois verts, ainsi que le respect des droits internationaux du travail et l'égalité entre hommes et femmes sur le lieu de travail.

### Etablir un environnement politique favorable

La création d'emplois décents exige des politiques nationales et internationales appropriées et cohérentes, axées sur la promotion d'une croissance économique inclusive, soutenue et créatrice d'emplois. Les politiques nationales intégrées dans le domaine macro-économique, commercial, financier, de l'investissement, ainsi que les politiques actives du marché du travail et les politiques sociales sont primordiales. Celles-ci devraient s'accompagner de politiques internationales cohérentes et favorables à la croissance inclusive, tout en laissant aux pays l'espace politique leur permettant de poursuivre leurs stratégies de développement.

Les politiques nationales devraient inclure des investissements dans l'infrastructure à forte intensité de main d'œuvre (en particulier celles générant des emplois verts); le soutien aux petites et micro entreprises (à travers le développement des infrastructures et l'accès fiable à un financement stable); le soutien à l'accroissement de la productivité agricole; l'investissement dans la formation et l'enseignement appropriés, et la mise en place de socles de protection sociale universelle.

### L'Agenda du travail décent

L'Agenda du travail décent de l'OIT constitue un cadre de référence axé sur les droits qui est pertinent pour comprendre le travail décent et ses éléments et propose des indicateurs sur l'avancement de sa mise en œuvre. L'Agenda du travail décent est un cadre politique global reposant sur quatre objectifs stratégiques: créer des emplois; garantir les droits au travail; élargir la protection sociale et promouvoir le dialogue social, et un objectif transversal: l'égalité entre hommes et femmes. Sa mise en œuvre est soutenue par des programmes nationaux intégrés pour le travail décent.

## Cibles et indicateurs possibles:

Cible	Indicateur (s)
Plein emploi et emploi productif	<ul style="list-style-type: none"><li>• Ratio emploi / population</li><li>• Taux de croissance de l'emploi</li><li>• Temps de travail annuel par employé</li><li>• Productivité de la main d'œuvre - PIB par employé</li></ul>
Réduire l'emploi vulnérable	<ul style="list-style-type: none"><li>• Pourcentage des travailleurs autonomes et des travailleurs familiaux contribuant à l'entreprise familiale dans l'emploi total</li><li>• Pourcentage de personnes soumises à des relations de travail informelles au sein de la population active</li></ul>
Réduire du nombre de travailleurs pauvres	<ul style="list-style-type: none"><li>• Pourcentage des personnes occupant un emploi et disposant de moins de 1,25\$ par jour</li><li>• Inégalité salariale</li></ul>
Instaurer un salaire décent	<ul style="list-style-type: none"><li>• Faible taux salarial</li><li>• Pourcentage du salaire minimum par rapport au salaire médian</li></ul>
Garantir les droits au travail	<ul style="list-style-type: none"><li>• Ratification des huit Conventions fondamentales de l'OIT relatives au travail</li></ul>
Garantir l'égalité entre hommes et femmes sur le lieu de travail	<ul style="list-style-type: none"><li>• Ratification de la Convention n°183 de l'OIT sur la protection de la maternité, n°156 sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales et n°189 sur les travailleuses et travailleurs domestiques</li><li>• Ecart salarial entre hommes et femmes</li></ul>
Garantir des conditions de travail décentes	<ul style="list-style-type: none"><li>• Temps de travail excessif</li><li>• Taux d'accidents du travail (fatals et non-fatals)</li></ul>
Garantir un dialogue social efficace	<ul style="list-style-type: none"><li>• Taux de syndicalisation</li><li>• Nombre d'entreprises appartenant à une organisation d'employeurs</li><li>• Taux de couverture des négociations collectives</li></ul>
Garantir la protection sociale universelle	<ul style="list-style-type: none"><li>• Pourcentage de la population âgée de plus de 65 ans bénéficiant d'une pension de retraite</li><li>• Dépenses publiques de sécurité sociale (%PIB)</li><li>• Bénéficiaires de l'aide au revenu en espèces (% de ménages pauvres)</li><li>• Pourcentage de la population bénéficiant d'une couverture santé de base</li></ul>

## Références :

OIT (2012) Tendances mondiales de l'emploi 2012: Prévenir une aggravation de la crise de l'emploi, Genève : OIT

OIT (2012) Manuel syndical sur les Objectifs du millénaire pour le développement, Genève: ACTRAV

Nations Unies (2007) The Employment Imperative. Report on the World Social Situation 2007. New York: Nations Unies

---

## A propos de la CSI

La Confédération syndicale internationale (CSI) est la principale organisation syndicale internationale, représentant les intérêts des travailleurs/euses dans le monde entier. Notre principale mission est la promotion et la défense des droits et des intérêts des travailleurs/euses, par le biais de la coopération internationale entre syndicats, de campagnes mondiales et d'actions de défense auprès des principales institutions mondiales. La CSI représente 175 millions de travailleurs et de travailleuses dans 153 pays.

## Contactez-nous!

**Confédération syndicale internationale**  
Coopération au développement & Education  
Bd du Roi Albert II 5, 1210 Bruxelles, Belgique  
email: [dce@ituc-csi.org](mailto:dce@ituc-csi.org), téléphone: +32 2 224 0215  
[www.ituc-csi.org/post-2015-development-framework](http://www.ituc-csi.org/post-2015-development-framework)